

La part de l'industrie dans le PIB passe sous la barre symbolique des 10 %

Selon le nouvel indicateur élaboré par l'institut Rexecode et relayé en Une par Les Echos, la désindustrialisation revient en France, une première depuis 2016. « On a connu les prémisses d'une réindustrialisation entre 2016 et 2023, 2024 a été un point d'infexion et début 2025 n'est pas bon. On est entré dans une phase de contraction du tissu industriel », estime Anthony Morlet-Lavidalie, économiste chez Rexecode. Il en veut pour preuve le score, dans le rouge, du nouvel indicateur mis sur pied par l'institut pour tenter d'objectiver les débats. Ce dernier mêle la valeur ajoutée industrielle créée, l'évolution de l'emploi dans l'industrie, les parts de marché à l'export ou encore, par exemple, les mises en chantier de bâtiments industriels. Et il met en exergue des signaux d'alerte très sérieux : depuis la fin du premier trimestre, la part de l'industrie dans le PIB français est tombée sous la barre symbolique des 10 %, à 9,4 %. Les destructions d'emplois, enrayerées ces dernières années, sont réapparues, à -0,1 %, -0,2 %. Les investissements industriels ralentissent aussi la cadence. Ils se sont contractés de 3 % en 2024 et devraient encore reculer de 1 %, voire 2 % en 2025. Ce tableau ne fait toutefois pas consensus. « À date, il n'y a pas d'indicateur qui permette de nous dire qu'on désindustrialise, ces phénomènes sont très longs, qui plus est, il y a toute une partie de l'industrie qui se porte bien, c'est le cas, par exemple, du textile, de la pharmacie, des équipements électroniques ou électriques », explique le directeur des études chez Bpifrance, Philippe Mutricy. « L'explication de ce ralentissement est davantage conjoncturelle que structurelle », estime-t-il. Comme Rexecode, Bpifrance pointe néanmoins les boulets qui pèsent aux pieds des industriels tricolores : le coût du travail et la fiscalité. (Les Echos, p.16)

Les Echos décrit également des industriels tétonisés par les frondes anti-usines. Alors que la transition énergétique a créé un appel d'air pour des projets industriels d'un nouveau genre, des collectifs de plus en plus visibles émergent pour s'y opposer dans les territoires, observe le quotidien. Les Echos relate enfin comment la Bretagne soigne les industriels, les élus locaux tentant de cultiver un consensus fructueux avec le patronat. (Les Echos, p.17)